

# Les Bosniens émigrent en masse vers l'Europe centrale

## La crise démographique est aggravée par la situation politico-économique

### REPORTAGE

BANJA LUKA (BOSNIE-HERZÉGOVINE) - envoyé spécial

Tous les matins d'ouverture, la même scène impressionnante se répète devant le consulat de Slovénie à Banja Luka, la grande ville du nord de la Bosnie-Herzégovine, où se sont déroulées des élections générales dimanche 7 octobre. Par dizaines, des Bosniens font la queue pour obtenir l'autorisation de partir.

Nenad Covic, qui attend patiemment son tour, ce 26 septembre, pour retirer son permis de travail d'un an, lève les yeux au ciel quand on lui demande combien de personnes de son entourage ont déjà fait la queue ici avant lui : « Rien que pour mon village, déjà une cinquantaine ! Ma femme est partie en Slovénie il y a vingt jours, moi, je vais faire chauffeur-livreur, explique ce moniteur d'auto-école. Je serai payé 850 euros, logé et nourri. Je le fais surtout pour mes enfants. Je ne sais pas s'ils seront capables de survivre dans un Etat pareil. Ici, rien ne marche. »

Face à un climat économique et politique désespérément sombre, les Bosniens prennent de nouveau la route en masse. Dimanche, l'ultranationaliste Milorad Dodik a emporté le siège réservé aux Serbes dans la présidence collégiale de Bosnie, faisant craindre une nouvelle aggravation de la situation. Rien à voir, certes, avec l'exil de centaines de milliers de réfugiés pendant la guerre qui a déchiré les trois communautés du pays (bosniaque, serbe et croate) entre 1992 et 1995, mais l'attrait de l'Union européenne (UE) va grandissant depuis que les usines des pays d'Europe centrale, en plein boom, ouvrent grand la porte à cette main-d'œuvre pas-

sière et culturellement proche.

« Les Bosniens sont une force de travail fiable et efficace, très bien vus chez nous. Tant qu'ils ont un contrat de travail, nous n'avons aucune limite », assure Aljaz Zupan, ambassadeur adjoint de Slovénie à Sarajevo. Son pays, membre de l'UE depuis 2004, a affiché 5 % de croissance en 2017 et est en situation de quasi-plein-emploi. Les citoyens bosniens, qui ne sont

pas membres de l'UE, partagent une histoire commune au sein de l'ex-Yougoslavie avec la Slovénie, ainsi qu'une langue assez proche.

Première communauté étrangère, les Bosniens étaient 66 705 à être enregistrés en Slovénie en 2017, 8 000 de plus qu'un an auparavant. Pour le seul mois d'août, la Slovénie leur a délivré 3 400 permis de résidence, soit 2,5 fois plus que le même mois de 2015. Et les chefs d'entreprise slovènes font encore pression pour accélérer une procédure qui peut prendre entre un et deux mois.

Après un an en Slovénie, les Bosniens peuvent postuler pour des permis de cinq ans, qui leur ouvrent ensuite les portes de toute l'UE. « Ils vont travailler en France, en Belgique ou en Allemagne », précise M. Zupan. Et pour la communauté croate de Bosnie, c'est encore plus simple : les passeports délivrés facilement par Zagreb leur permettent déjà souvent de travailler partout dans l'UE.

Dans ces conditions, la Bosnie et son salaire moyen de 430 euros par mois ne peuvent pas faire concurrence. La Slovénie est d'ailleurs loin d'être le seul pays de l'UE à venir faire son marché à Sarajevo. Les usines tchèques et slovaques sont tout aussi friandes d'une immigration mieux acceptée que celle venant du Moyen-Orient et d'Afrique, et l'Allemagne a prévu de faciliter encore la déli-

vrance de titres de travail en janvier 2019, en priorité pour le personnel médical, qui quitte désormais en masse un secteur réputé pour son népotisme – Bakir Izetbegovic, le membre bosniaque musulman de la présidence tournante partagée avec un Croate et un Serbe, a, par exemple,

**« En Slovénie, je vais faire chauffeur-livreur. Je serai payé 850 euros, logé et nourri »**

**NENAD COVIC**  
moniteur d'auto-école bosnien

fait nommer sa femme directrice du principal hôpital de Sarajevo.

« En Bosnie, tous les postes bien rémunérés, ceux dans le secteur public, sont réservés aux proches des partis au pouvoir. Du coup, les jeunes qui ont véritablement envie de travailler et d'avoir des résultats sont amers et préfèrent partir. On a en plus l'impression que cela arrange les politiques », se désespère Miroslav Vukajlovic, directeur d'une agence d'intérim à Banja Luka, qui éprouve de plus en plus de difficultés à trouver de la main-d'œuvre qualifiée, même si le chômage dépasse officiellement 30 % de la population active.

### Division ethnique et corruption

Le sujet a été à peine abordé dans la campagne électorale, les candidats préférant encore jouer sur la traditionnelle corde nationaliste. « Ceux qui font la queue devant le consulat viennent surtout de la Fédération [bosno-croate] », assure ainsi Milorad Dodik, jusqu'ici président ultranationaliste de l'en-

tité serbe de Bosnie, qui n'a pas hésité, dans ses meetings, à menacer les employés des entreprises publiques de perdre leur poste s'ils ne votent pas pour son parti. « L'Europe est en manque de main-d'œuvre et bien sûr que ça les attire, ce n'est pas le système qui chasse les gens », considère-t-il.

En réalité, l'hémorragie concerne bien les trois communautés toujours très divisées de ce pays de 3,5 millions d'habitants déjà en pleine crise démographique après avoir perdu 1 million d'habitants depuis le début de la guerre,

en 1992. Aucun chiffre officiel ne peut l'attester puisque l'institut statistique national ne se penche pas sur le sujet, mais l'organisation non gouvernementale Uzopi, fondée au départ pour aider au retour des réfugiés, estime à 170 000 le nombre de départs ces cinq dernières années. « Des départs qui concernent toutes les communautés », affirme sa présidente, Mirhunis Zukic, qui se désespère : « Le gouvernement n'a jamais réagi moyenne, elles laissent des emplois bien rémunérés, vendent tout et partent. Simplement parce qu'elles

sont fatiguées de vivre dans ce pays », s'inquiète Tanja Topic, analyste pour la Fondation allemande Friedrich-Ebert, en soulignant une situation bloquée par les divisions ethniques et la corruption.

Devant le consulat, une mère, avec ses deux filles, fait la queue derrière son mari, qui est déjà ouvrier du bâtiment à Ljubljana, la capitale slovène. « On s'éloigne du bonheur mais on est bien obligé de partir pour les enfants. C'est tellement difficile de laisser notre maison... », lâche-t-elle, en pleurs. ■

JEAN-BAPTISTE CHASTAND